

Messe œcuménique



Le chef de l'Etat confie son nouveau septennat à Dieu

Le ministre d'État, ministre de la Justice, garde des Sceaux, Laurent Esso, représentait le chef de l'État, vendredi, lors de l'office célébré en la basilique mineure Marie Reine des Apôtres, à Yaoundé. P.3

Crise anglophone

Les réponses de Paul Biya aux inquiétudes des Etats-Unis

Dans son serment devant le peuple, le 6 novembre, le chef de l'État, à la suite de nombreuses mesures de détente déjà mises en œuvre, a réitéré sa volonté de mettre un terme aux violences dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. De quoi apaiser les préoccupations soulevées par le Département d'État américain. P.2

CRISE ANGLOPHONE

La réponse de Paul Biya aux préoccupations des États-Unis

Lors de son serment devant le peuple, le 6 novembre, le chef de l'État, à la suite de nombreuses mesures d'apaisement déjà mises en œuvre, a réitéré sa volonté de résoudre au plus vite la crise dans les régions anglophones. De quoi atténuer les inquiétudes soulevées par le département d'État américain.

Dans une déclaration de presse rendue publique le 6 novembre, quelques temps seulement avant la prestation de serment du chef de l'État élu le 7 octobre, le porte-parole du Département d'État américain, Heather Nauert, a fait part des préoccupations des États-Unis face à la crise sécuritaire dans les régions camerounaises du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Washington exprimait ainsi son inquiétude face à la recrudescence de la violence, dans un contexte d'activisme sécessionniste exacerbé. Les États-Unis affichent également leurs inquiétudes quant à la situation dans les métropoles économique et politique du pays, Douala et Yaoundé, qu'ils voient sous l'emprise de querelles partisans sur fond d'intolérance, voire d'intégrisme. «Nous demandons qu'il soit immédiatement mis fin aux attaques aveugles dirigées contre les civils et aux incendies de maisons par les forces gouvernementales camerounaises, ainsi qu'aux attaques perpétrées par les séparatistes anglophones contre les forces de sécurité et les civils. L'intimidation systématique fondée sur l'appartenance ethnique et religieuse, notamment à Yaoundé et à Douala, doit cesser», souligne Heather Nauert. Le département d'État américain appelle au dialogue pour sortir de cette crise qui divise



Heather Nauert et Peter Henry Barlerin, respectivement porte-parole du département d'État américain et ambassadeur des États-Unis au Cameroun

le Cameroun depuis deux années. À la mémoire du missionnaire américain Charles Wesco et de tous ceux qui ont perdu la vie dans la crise anglophone, ils exhortent aussi toutes les parties à mettre fin à la violence et à entamer un dialogue de réconciliation généralisé, sans conditions préalables. Peu avant cette déclaration, la question de l'insécurité dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest avait été abondamment abordée par le président de la République, dans son discours de prestation de serment. Dans la première partie de son propos, évoquant l'état de la nation, Paul Biya a mis l'emphase sur la situation qui prévaut dans cette partie du Cameroun : «Dans nos régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, des forces négatives ont cru pouvoir profiter de revendications d'ordre corporatiste pour essayer de mettre en œuvre un projet de sécession. Il s'en est suivi une succession d'actes de violence terroriste auxquels le gouvernement a répondu en prenant des mesures nécessaires pour préserver l'ordre public, ainsi que la sécurité des citoyens et de leurs biens.»

Pour le président réélu, il va sans dire que

l'objectif des sécessionnistes porte atteinte à la Constitution, laquelle consacre le caractère «indivisible» de la République. «En revanche, a rappelé Paul Biya, le désir maintes fois exprimé, de nos populations d'être mieux associées à la gestion de leurs affaires locales, nous a conduits à prendre des mesures nécessaires pour accélérer le processus de décentralisation.»

Cessez-le-feu. Dans la partie de serment dédiée au discours de politique générale pour le septennat qui démarre, il a ainsi annoncé un train de mesures visant à résoudre la crise dite anglophone : «Je me suis attentivement penché sur les frustrations et les aspirations de la grande majorité de nos compatriotes du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Un bon nombre de réponses à ces préoccupations et à ces aspirations sera apporté dans le cadre de l'accélération du processus de décentralisation en cours. Dans les meilleurs délais possibles, des mesures seront prises pour élargir le champ de compétences des collectivités territoriales afin de leur donner les moyens d'une plus grande autonomie.»

Des paroles et des actes concrets

Il convient de saluer la promptitude avec laquelle le gouvernement a réagi à ce qui, au début, semblait relever de revendications corporatistes d'avocats et d'enseignants d'expression anglaise. Lesquelles récriminations ont fini par mettre au grand jour l'existence d'un agenda caché, visant à la partition du Cameroun. En effet, sous l'impulsion du chef de l'État, un comité interministériel avait été mis sur pied en vue de proposer des solutions rapides et pérennes aux revendications des avocats des ressorts des cours d'appel du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Ces solutions ont, entre autres, porté sur la traduction en anglais de l'Acte uniforme de l'Ohada (Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires), le recrutement spécial d'auditeurs de justice et élèves greffiers d'expression anglaise à l'École nationale d'administration et de magistrature (Enam) au cours des exercices 2017 à 2020, la création d'une chambre de la Common Law à la Cour suprême. Il s'agit aussi de l'avènement d'une section de la Common Law à l'Enam, de la mise en place d'une faculté des sciences juridiques et politiques à l'université de Buea, de la création d'un département de English Law dans les universités de Douala, Ngaoundéré, Dschang

et Maroua, de l'avènement d'un Institut d'études judiciaires pour la formation des avocats, notaires et huissiers de justice ainsi que du redéploiement des magistrats en tenant compte des critères linguistiques. «(...) le chef de l'État a prescrit de veiller, autant que possible, à l'application effective, dans les services judiciaires, de la circulaire n°001/CAB/PM du 16 août 1991 relative à la pratique du bilinguisme dans l'administration publique. C'est dire que la question du bilinguisme est prise très au sérieux par le gouvernement», précisera, en avril 2017, le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Laurent Ezzo lors d'un point de presse. Par ailleurs, le gouvernement a procédé à l'affectation d'enseignants originaires des zones en crise dans leurs communautés culturelles. Il a rendu effective la représentation des Anglophones aux postes d'enseignants et de personnels d'appui des universités d'État. Dans la foulée, chef de l'État a décidé du déblocage d'une enveloppe de 2 milliards de francs au titre de la subvention aux établissements scolaires privés laïcs et confessionnels, de même qu'une autorisation a été donnée pour le recrutement spécial de 1000 jeunes enseignants camerounais bilingues, diplômés de l'enseignement supérieur, en particulier

dans les matières scientifiques et techniques. «Il est bien entendu, insiste Laurent Ezzo, que dans le déploiement des actions prescrites par le Président de la République, l'option multiculturelle de nos sources de droit sera maintenue, de même que la sauvegarde des spécificités de la Common Law et du droit romano-germanique, sans oublier que le Cameroun, notre pays, ne saurait vivre ni en marge du mouvement universel de l'uniformisation de la règle de droit ni en marge des engagements souscrits au plan international.» Last but not the least, Paul Biya a décidé de la création, par décret signé le 23 janvier 2017, de la Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme (Cnpbm), en vue compléter le dispositif étatique visant à faire de tous les Camerounais des hommes et femmes bilingues et habités par la volonté de vivre ensemble. Le 30 août de la même année, il ordonnait l'arrêt des poursuites contre 54 personnes, poursuivies devant le Tribunal militaire de Yaoundé pour des motifs de violences survenues dans les deux régions anglophones. «Les Camerounais ne veulent pas d'un Cameroun constitué de communautés aux parois étanches, avertit Laurent Ezzo. Ce

serait absurde. Ce serait contraire à notre volonté d'intégration nationale. La seule manière de combattre ce vent de désarroi, c'est de regarder le chemin parcouru et les écueils franchis depuis 1961. Nous devons croire à ce que nous avons déjà fait. Nous devons croire que nous pouvons le parfaire. Nous devons croire à ce que nous n'avons cessé de vouloir. Nous devons croire enfin à ce que nous sommes.» Ainsi qu'on peut le constater, le gouvernement de la République est allé au-delà des revendications officiellement au départ de la crise anglophone. Quant aux sécessionnistes, les faits montrent et démontrent, à suffire, leur détermination et leurs desseins morbides vis-à-vis des institutions de la République, en particulier, et de l'État du Cameroun, d'une manière générale. De quoi donner du grain à moudre aux amis du Cameroun. Et pourquoi pas à l'ambassadeur des États-Unis au Cameroun, Peter Henry Barlerin, que nombre d'observateurs accusent de biaiser la réalité, amenant parfois son pays à mal apprécier la situation.

Michel Tafou

Vers l'arrêt des poursuites contre la journaliste?

Après la libération de la rédactrice adjointe et présentatrice d'Équinoxe Tv, il n'est pas exclu qu'elle bénéficie ce jour d'un autre geste de magnanimité du chef de l'État

Mimi Mefo Takembou est attendue aujourd'hui au Tribunal militaire de Douala pour répondre des faits de « propagation de fausses nouvelles, de nouvelles mensongères susceptibles de nuire aux autorités publiques ou à la cohésion nationale, d'outrage aux corps constitués et aux fonctionnaires, incitation à la révolte contre le gouvernement et les institutions de la République ». Après trois jours de détention, le Commissaire du gouvernement près le Tribunal militaire de Douala a décidé samedi, que l'accusée va comparaître libre. Dans les milieux judiciaires, l'on annonce déjà l'abandon des poursuites contre la journaliste. Sur les réseaux sociaux, un communiqué attribué au chef de division de la Communication du ministère de la Défense, semble aller dans ce sens. «... concernant la libération de Mefo Takembou Mimi, journaliste à Équinoxe. C'est le chef de l'État qui, personnellement, a décidé de l'arrêt des poursuites, dans un geste de magnanimité. Cela ne veut pas dire,



loin s'en faut, que cette journaliste est innocente», aurait annoncé le Colonel Didier Badjeck. Vrai ou faux ? À voir. D'après le bulletin de levée d'écrou dont votre journal a pu consulter, le régisseur de la prison centrale de Douala certifie que la nommée Mefo Takembou Mimi, incarcérée le 7 novembre, est libérée le 10 novembre en exécution de l'ordre de mise en

liberté du commissaire du gouvernement du tribunal militaire. Cette mise en liberté, du fait de la magnanimité du chef de l'État, vient mettre un terme à ce que l'opinion nationale et internationale qualifiait déjà d'embastillement de la presse au Cameroun. Dans la foulée, l'on apprendra que le chef d'agence du quotidien Le

Messenger à l'Ouest, a aussi été mis en liberté. Le président de la République apparaît une fois encore, comme le véritable défenseur des droits et libertés des journalistes au Cameroun. Ce n'est pas la première fois qu'il ordonne l'arrêt des poursuites contre les hommes de médias, malgré certaines dérives observées au sein de la profession. Certaines personnes aiment d'ailleurs à dire que Paul Biya fait partie des présidents les plus insultés par la presse dans le monde. Pour la petite histoire, les forces de l'ordre ont pris un malin plaisir ces derniers temps, à mettre la main sur les hommes de médias. C'est ainsi que le 23 octobre, le journaliste et lanceur d'alerte Michel Biem Tong, convoqué au secrétariat d'État à la Défense (Sed) est mis aux arrêts et détenu jusqu'à ce jour. Le 3 novembre à Bafoussam aux environs de 22h30, les éléments du groupement de la gendarmerie nationale de Bafoussam interpellent Joseph Olinga N., chef d'agence du journal Le Messenger. Le 31 octobre 2018, la journaliste Mimi Mefo Takembou, rédactrice en chef adjointe en langue anglaise et présentatrice vedette de langue anglaise d'Équinoxe radio/TV est convoquée pour le 2 novembre, à 14h00, par le commandant en second de la légion de gendarmerie du Littoral à Bonanjo, en vue d'une enquête ouverte contre elle pour «propagation de fausses nouvelles et cybercriminalité».

Nadine Bella

performances



Joseph Beti Assomo

Le processus électoral a pu se dérouler dans certaines localités du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et dans l'Extrême-Nord, grâce aux forces de défense et de sécurité qui ont été fortement sollicitées pour contrer les séparatistes et les terroristes islamistes. Ainsi, avant, pendant et après le scrutin, des mesures spéciales ont été prises pour favoriser la sécurité du processus électoral. Déjà durant la campagne, il a été question pour les forces de l'ordre de gérer les populations. Lors du vote, les forces de défense et de sécurité ont assuré l'escorte, sécurisé le personnel et le matériel électoral sans oublier les bureaux de vote, non sans protéger les civils. Malgré quelques troubles enregistrés çà et là, le Cameroun a été quadrillé par des militaires, gendarmes et policiers, massivement déployés. Le blocus des forces de Défense, leur professionnalisme et leurs actions efficaces ont permis de tuer dans l'œuf toutes les velléités d'attaques. Les hommes de Beti Assomo ont protégé les trafics entre les centres et les bureaux de vote, ainsi que les personnes qui y étaient affectées pour divers motifs, les électeurs eux-mêmes, tous, sous des menaces d'assassinats, d'enlèvements et de violences multiples.

Nalova Lyonga

Ce n'est plus un secret, l'actuel titulaire du portefeuille des Enseignements secondaires, Pr. Nalova Lyonga, est résolument engagée dans la modernisation de son secteur. Cette modernisation, et elle l'a bien compris, passe par la numérisation de l'essentielle des opérations scolaires ainsi que la vulgarisation de l'enseignement et de l'apprentissage des technologies de l'information et de la communication (Tic). Ce jeudi, 8 novembre, la patronne des Enseignements secondaires a inauguré un centre multimédia offert par la fondation Mobile telecommunications network (Mtn) Cameroun, au lycée technique de Koumassi à Douala. À travers cet acte, Nalova Lyonga poursuit la mise en œuvre de la politique de vulgarisation des Tic initiée par le président de la République, Paul Biya d'une part. Et d'autre part, continue de doter les établissements d'enseignements secondaires de centres multimédias dans l'optique de l'atteinte des objectifs du programme «École Numérique» qui suscite d'ores et déjà beaucoup d'intérêt. D'ailleurs, à l'occasion de l'inauguration du centre multimédia du lycée technique de Koumassi, le membre du gouvernement a lancé un appel en direction d'autres organismes dans la poursuite de ce programme, au soutien du Minesec. Toute chose qui dénote le souci de cette dame à traduire les instructions et la volonté du chef de l'État dans les faits.



Henri Eyebe Ayissi

C'est une véritable déculottée que vient de subir celui qui se fait appeler «patron politique» du département de la Lékié. Impopulaire et vomé, les populations de son village Mbélé dans l'arrondissement d'Obala le lui ont montré pendant toute la campagne. Lui crachant parfois au visage qu'elles n'allaient pas suivre ses consignes de vote. En dépit de l'intervention de plusieurs autres élites du département venues expliquer aux électeurs que ce n'est pas Eyebe Ayissi qui était candidat mais Paul Biya, le Rdpc s'est fait littéralement battre à Mbélé lors du scrutin du 7 octobre. Conséquence, l'arrondissement d'Obala est sorti dernier de la Lékié dans le classement des votes en faveur du candidat-président. Paul Biya a failli ainsi être la victime collatérale d'Eyebe Ayissi. Au ministère de l'Agriculture où il trône comme un Ayatollah depuis 2015, c'est l'inertie totale. L'homme passe son temps à faire du folklore et à jouer les stars devant les caméras de télévision. Alors que entre temps, tous les projets et programmes logés dans son ministère et devant booster la production agricole, sont à l'arrêt. Transformant ainsi l'agriculture de seconde génération tant souhaitée par le chef de l'État, en serpent de mer. D'ailleurs, on parle de plus en plus de faim au Cameroun.

Jean Claude Mbwentchou

C'est pratiquement toute honte bue et couvert de poussière que le chef de l'État est rentré de son unique meeting qu'il a bien voulu tenir à Maroua, le 29 septembre. L'homme du 6 novembre a subi dans la capitale régionale de l'Extrême-Nord l'enfer d'une route cahoteuse, agrémentée d'exténuants nuages de poussière, de la résidence présidentielle au stade Lamido Yaya Dairou. L'envahissant nuage poursuivra Paul Biya dans sa limousine, lorsqu'il est contraint de relever prestement la vitre alors qu'il adresse un dernier signe de la main à ses partisans. Malgré les multiples projets logés dans son ministère pour l'aménagement de la voirie à Maroua (C2D, 40 milliards Fcfa) et le fonds spécial de 3 milliards Fcfa pour le pavage de la ville, le Minhdu n'a pas osé bouger le petit doigt. Laissant les routes de Maroua dans un état de délabrement avancé. Curieusement, il dresse plutôt des rapports étrangement positifs de son action. Tout comme il s'adjuge depuis peu, la victoire de Paul Biya contre l'opposition dans le département du Ndé, alors que personne ne l'a vu mouiller le maillot sur le terrain. Sinon commander des sous-marins pour jouer le trouble-jeu.



laMétéo
15^{ème} année bi-hebdo

Informations, enquêtes, analyses et reportages

Siège social : Dakar en haut
(au sein du club France-face Fort de l'Espérance)
Tél. / Fax : (237) 249 29 63 62
Email : hebdometee@yahoo.fr
Site web : www.journalmeteo.net

Directeur de publication
Rédacteur en chef
Dieudonné Mveng

Conseiller éditorial
Lakasse Tatolemal Nayom

Coordination
Jean Robert Fouda

Chef d'édition
Diane Abada

Grand reporter
Serge Ondobo Tsanga

Desk environnement, Sciences & étranger
Nadine Bella

Desk sport
Jean Robert Fouda

Bureau Douala
(675 65 11 07 / 697 49 83 50)
Eduard Ngameni
Léopold Kameni

Bureau Bafoussam
Ousmane Shérif

Rédaction
Henri Onana Bandolo
Jean Calvin Ovono
Mamouda Labaran
Eduard Ngameni
Ousmane Shérif
René Atangana
Michel Tafou
Emmanuel Kouyap
Elie Pagal
Nadine Bella
Yves Marc Kamdoun
Joe Etam Mot

Mise en page
Ghislain Ngamby

Secrétariat
Ayuk Confort

Responsable Commercial
Samuel Ndarwe
(695886171/674791515)

Commerciaux
Joséphine T. Ezenbe
Carine Amougou

Chargé de mission
Messi Michel (696 26 60 07)

Impression : Macacos

Distribution : Messapresse

MESSE ŒCUMÉNIQUE

Les religieux bénissent le septennat de Paul Biya

Le ministre d'État, ministre de la Justice, garde des Sceaux, Laurent Esso, représentait le chef de l'État, vendredi, lors de l'office interreligieux en la basilique mineure Marie Reine des Apôtres, à Yaoundé.

Il y avait du beau linge, vendredi après-midi à la basilique mineure Marie Reine des Apôtres de Mvolyé, à Yaoundé. Membres du gouvernement à l'instar de Laurent Serge Etoundi Ngoa, ministre des Petites et moyennes entreprises, de l'Économie sociale et de l'Artisanat ; Oswald Baboké, ministre directeur adjoint du cabinet civil ; Simon Pierre Bikélé, chef du protocole d'État ; Jean Claude Tsila, préfet du Mfoundi ; Gilbert Tsimi Evouna, délégué auprès de la communauté urbaine de Yaoundé ; galonnés de la défense et de la sécurité, hauts commis de l'État, responsables de la société civile, ministres du culte, des élites, des élèves, des associations religieuses et de nombreux fidèles, qui se pressaient en ces lieux à l'occasion d'un culte interreligieux. Avec Mgr Jean Mbarga pour les catholiques, Cheick Oumarou Malam pour les musulmans, le Rév. Père Hemoga Elefteris pour les orthodoxes, Dr Gwet Alain Ruben pour les pentecôtistes et les Rév. Pasteurs Paul Mbende Ngando et Fonki Samuel Forba pour les protestants.

Tout pouvoir vient de Dieu, dit l'adage. Il s'est ainsi agi de confier au Tout-puissant le président de la République et son nouveau septennat. Lequel Paul Biya était représenté sur les hauteurs de la capitale par le ministre d'État, ministre de la Justice, garde des Sceaux, Laurent Esso. L'officiant principal, l'archevêque métropolitain de Yaoundé, Mgr Jean Mbarga, a déclaré, sur un ton ferme, que «jamais le Cameroun ne sera un pays de guerre», allusion bien comprise au climat insurrectionnel que certains leaders politiques s'emploient à installer à travers le pays.

En anglais, en français et en arabe, les ministres du culte des différentes chapelles et religions ont alors élevé leurs prières vers le Très haut, au lendemain de l'entrée en fonctions d'un homme exceptionnel, à qui le peuple vient de renouveler sa confiance avec 71,28% des suffrages valablement exprimés. De manière synchronisée, les célébrants ont exhorté les citoyens à cultiver les vertus de l'amour, de la paix et du vivre-ensemble. Notions sans lesquelles aucun progrès n'est envisageable. Un moment de grande émotion, suivi avec attention par l'assistance. Les choristes de Mvolyé et d'Obala ont fait monter ces prières avec allégresse par un magnifique.

Au sortir de cet office œcuménique, le représentant du chef de l'État, Laurent Esso a offert, en symbole, un cierge allumé à l'autel de l'église, en signe de la



mission de Paul Biya, à lui confiée par Dieu à travers le peuple qui l'a réélu. Le culte interreligieux était également une occasion pour les pasteurs, toutes confessions confondues, de réitérer la place prépondérante qu'occupe la foi dans toute œuvre humaine. Une initiative qui s'inscrit dans la mouvance engagée depuis quelques années par ces hommes et qui porte manifestement des fruits, pour ne pas dire qu'elle crée des vocations.

En mi-décembre 2017, des responsables religieux des principales confessions du Cameroun, s'étaient déjà rassemblés en la cathédrale de Yaoundé, afin de prier ensemble pour lancer un appel commun à la paix et au dialogue. Ils avaient, à l'occasion, appelé les Camerounais à être des «artisans de paix» dans leur pays. Le 21 du même mois, le siège de la Conférence épiscopale nationale (Cenc) accueillait le Forum national des religions au Cameroun placé sous le thème : «Chrétiens et musulmans, ensemble pour le dialogue social sur la situation dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest». Musulmans, catholiques, protestants, orthodoxes, avec la présence remarquée de l'Association camerounaise pour le dialogue interreligieux et des observateurs pentecôtistes et adventistes du 7^e jour, ont alors réaffirmé la «volonté et [la] détermination de continuer à être solidaires les uns avec les autres pour maintenir une paix et un développement durable dans notre pays».

Les participants, totalement opposés à toute forme de radicalisation, s'étaient également engagés à agir «par la prière, la descente sur le terrain et l'écoute». De même, ils avaient appelé les croyants de toutes les religions à encourager le dialogue, la paix et le vivre ensemble, recommandant par ailleurs la tenue d'états généraux sur le dialogue entre le pouvoir, les partis politiques, la société civile et les religions. Dans la foulée, des cultes interreligieux, dédiés à la paix et la réconciliation, se sont tenus le 1^{er} février 2018 à travers le pays.

Cédric Mbida



Le pays fait pourtant partie des destinations touristiques mondiales, au sens de l'Organisation mondiale du tourisme (Omt) depuis 2010. D'après les chiffres de 2013, les visiteurs à destination du pays de Paul Biya sont évalués à 912 000, contre 817 000 à la fin de l'année 2012. Mais, vue de près, cette relative embellie apparaît comme l'arbre qui cache la forêt. La preuve, sur les 828 sites du pays, à peine deux (la Réserve de faune du Dja en 1987 et la Tri-national de la Sangha en 2012) sont inscrits dans le Patrimoine mondial de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), synonyme de sites labellisés et crédibilisés pour un tourisme à l'échelle planétaire. Autrement dit, l'activité touristique au Cameroun reste en proie à des difficultés d'ordres administratif, infrastructurel et promotionnel. Ainsi, la contribution du tourisme dans le budget de l'État reste-t-elle très dérisoire : environ 181 milliards de Fcfa en 2012, selon le ministère du Tourisme et des Loisirs (Mintoul). D'après une source de la Banque mondiale, l'activité touristique ne représente environ que «1% du produit intérieur brut du pays», dans la même période. Dans la loi de Finances 2018, le Mintoul décroche une enveloppe de 9,5 milliards Fcfa, sur un budget total de 4689,5 milliards. Une enveloppe visiblement très dérisoire au regard des besoins en la matière. Quelques semaines après la publication du *The Global Competitiveness Report 2018*, qui classe le Cameroun à la 121e position (avec 45,1 points) sur 140 pays, La Météo fait un état des lieux du potentiel touristique camerounais.

Réalisé par Yves Marc Kamdem, Diane Abada et Nadine Bella



Une industrie en friche au Cameroun

Le tourisme est le fait de voyager ou de parcourir pour son plaisir un lieu autre que celui où l'on vit habituellement. Ce qui peut impliquer la consommation d'une nuitée auprès d'une structure hôtelière et éventuellement la réservation d'un titre de transport. Initialement rattaché aux simples loisirs, le tourisme englobe désormais l'ensemble des activités économiques auxquelles la personne fait appel lors d'un déplacement inhabituel (transports, hôtels, restaurants, bars, campements, etc.). De plus en plus avec le développement durable, l'accent est mis sur la préservation de l'environnement et du bien-être des populations locales (écotourisme). Pratiquer le tourisme, permet en outre de marquer des pauses dans son emploi du temps utilitaire imposé par la nécessité de gagner sa vie. Généralement, le touriste s'intéresse à la culture ou aux paysages qu'il visite. Au point où le tourisme a finalement donné naissance à une industrie, du moment où les classes moyennes des pays occidentaux (Europe, pays d'Amérique du Nord...) ont pu commencer à voyager, avec l'amélioration du niveau de

vie des populations.

Une source de revenus. Au fil des décennies, le tourisme a connu un essor continu et s'est diversifié, au point de devenir un des secteurs économiques à la croissance la plus rapide des pays de la planète. Bien plus, le tourisme moderne est étroitement lié au développement et il englobe un nombre grandissant de nouvelles destinations. Cette dynamique en fait visiblement un moteur essentiel du progrès socioéconomique. Le touriste n'est plus seulement «toute personne en déplacement hors de son environnement habituel pour une durée d'au moins une nuitée et d'un an au plus» (d'après l'estimation de l'Omt). Le tourisme est devenu un ensemble beaucoup plus vaste d'activités et de pratiques extrêmement variées, avec un impact considérable sur l'économie. De nos jours, en fonction des investissements des États, le volume d'affaires de ce secteur d'activité égale, voire dépasse celui des industries pétrolières, agroalimentaires ou automobiles. Mieux, le tourisme est désormais un des grands acteurs du commerce international et, en

même temps, il constitue une des principales sources de revenus de beaucoup de pays en développement (statut du Cameroun). Mais, il faut reconnaître que la contribution du tourisme au bien-être économique d'un pays dépend de la qualité et des recettes de l'offre touristique. L'Omt offre ainsi son assistance aux destinations pour qu'elles se positionnent de façon durable sur les marchés national, régional et international qui ne cessent de se complexifier. En sa qualité d'institution spécialisée des Nations Unies pour ce domaine, l'Omt que coordonne le Jordanien Taleb Rifai souligne que ce sont surtout les pays en développement (parmi lesquels le Cameroun) qui devraient bénéficier du tourisme durable (ou tourisme alternatif qui respectent, préservent et mettent durablement en valeur les ressources patrimoniales d'un territoire à l'attention des touristes accueillis, de manière à minimiser les impacts négatifs qu'ils pourraient générer). Aussi, l'organisme onusien intervient-il pour aider les nations de la planète à rendre concrète cette opportunité.

Secteur riche en opportunités d'emplois

Sil y a un secteur sur lequel le Cameroun peut s'appuyer pour renverser la courbe du chômage qui reste trop élevée, c'est le tourisme. D'après les statistiques, celui-ci représente 2,7% de l'emploi au Cameroun, et ceci depuis 2 ans de suite. Avec plus d'un million de visiteurs en 2016, le tourisme a contribué à hauteur de 5,6 % au Produit intérieur brut (Pib) Camerounais. La situation pourrait selon cette agence être améliorée au regard des ambitions nourries par les autorités d'atteindre une croissance à 2 chiffres d'ici 2020. Pour y parvenir, il sera nécessaire que le gouvernement mette en place des stratégies visant à industrialiser cette branche d'activité. Le rapport renseigne qu'au cours de l'année 2016, le Cameroun a fait des recettes de l'ordre de 560 milliards de Fcfa collectés dans le secteur du tourisme. Le tourisme augure plusieurs opportunités d'emplois dans toutes ces composantes. Notamment, l'hôtellerie, l'hébergement, la restauration, les agences de voyage et le commerce. Les destinations les plus populaires et les plus recherchées se classent de la manière suivante : Douala (29%), Yaoundé (22%), Kribi (16%)... Le secteur de l'hôtellerie regorge un fort potentiel d'opportunités d'emploi avec les 750 hôtels recensés sur l'ensemble du territoire national. Plusieurs offres sont offertes dans ce volet à savoir : la cuisine, l'entretien des infrastructures, le gardiennage, et le jardinage pour ne citer que ces petits exemples. Le secteur des nouvelles technologies et internet ne sont pas en reste. D'après les derniers chiffres mis sur la place publique, le Cameroun compte de nos jours 4 millions d'internautes. Le taux de pénétration internet avoisine 18% en 2016 avec 4,3 millions d'utilisateurs. 40% des recherches par ordinateur et 51% avec un Smartphone. Perspectives. Pour d'avantage créer des emplois dans le secteur touristique dans les années à venir, le Cameroun est en train d'encourager les opérateurs économiques nationaux et internationaux à investir sur l'ensemble du territoire national. Le Cameroun étant «Un bon risque pour les investisseurs» comme l'a dit le président Paul Biya lors du forum économique «Investir au Cameroun», tenu à Yaoundé au mois de mai 2016. En valorisation le tourisme comme l'ambitionnent les pouvoirs publics, le taux de chômage qui mine surtout les jeunes pourra connaître une régression considérable.

Une destination peu valorisée

Le classement mondial de la compétitivité touristique du Forum économique mondial (Fem) se base sur 16 critères dont la sécurité, la santé, l'hygiène, l'ouverture sur l'étranger, la valorisation des ressources naturelles, l'environnement durable, les ressources culturelles, le marketing touristique, le niveau des prix, les ressources humaines qualifiées, les infrastructures routières et aéroportuaires et les services touristiques. Le Cameroun est devancé dans ce classement de 2017, par le Gabon, classé 20e en Afrique et 119e dans le monde. Pourtant, les pouvoirs publics se battent tant bien que mal pour promouvoir le tourisme à l'international, malgré cette position qui n'a véritablement pas changé depuis l'année 2015 où le pays était toujours 25e pays Africain et 155e mondial.

Efforts. Pays situé au cœur de l'Afrique centrale, le Cameroun organise plusieurs événements internationaux afin d'attirer un nombre important de touristes sur son sol. Il s'agit bien évidemment du festival «Écrans noirs» qui se tient tous les ans, la biennale internationale de danse de percussions «Abok I Ngoma» en avril, le «Festi-bikutsi», le salon international du



Les cases obus Mousgoum

livre de Yaoundé, le festival national des arts et de la culture ou encore le festival de «Danse de musiques urbaines» au mois de décembre. Grâce à ces événements culturels, le Cameroun a obtenu en 2010 le statut de destination touristique synonyme du franchissement du cap de 500 000 arrivées par an, selon l'organisation mondiale du tourisme (Omt). Pour d'avantage vendre la destination Cameroun, le ministère du tourisme a mis sur pied, l'office du tourisme Camerounais qui permet de nouer des partenariats avec

les pays les plus avancés en matière de tourisme au monde. À travers cette initiative, l'on peut facilement retrouver toutes les informations liées au tourisme camerounais comme les documents sur les sujets les plus divers. Entre autres, découverte de sites touristiques, randonnées, loisirs, sport, musées, animations, hébergement, restauration, idée séjour et services... Dans le cas d'espèce, il y a l'office du tourisme Cameroun-France qui facilite le renseignement à tous ceux qui désirent faire un voyage touristique au

Cameroun. Outre cette voie, le Cameroun est affilié à l'office du tourisme du monde. Grâce à lui, la destination camerounaise est ventée à travers le globe terrestre. C'est donc avec raison si au cours de la 17^e session du Conseil national du tourisme (Cnt) du 03 avril à l'"Immeuble étoile", axé sur le thème «Le tourisme durable : un outil de développement pour le Cameroun», le Premier ministre (président dudit organe) a prescrit la modernisation tous azimuts des infrastructures.

Des obstacles qui plombent l'essor du secteur

Le mauvais accueil généralement réservé aux touristes, les tracasseries dont ils sont victimes, la faiblesse des incitations à l'investissement et les incertitudes du transport aérien sont, selon le diagnostic des autorités camerounaises, les obstacles majeurs au développement du tourisme. Le pays a pourtant franchi le cap de 500 000 touristes en 2011, selon l'Organisation mondiale du tourisme. Le Forum économique mondial (Wef) note que le Cameroun a davantage mal dans le secteur de la sécurité. Le pays occupe un mauvais classement parmi les pays à potentiels touristiques. De nombreux facteurs y sont pour beaucoup. On pointe notamment le coût des vols et l'éloignement géographique des pays riches ; le manque de fiabilité de la compagnie nationale; la difficulté d'obtenir des visas ; l'absence d'aménagement sur les sites susceptibles de recevoir des touristes ; le déficit de promotion de la destination. D'autres obstacles empêchent au



Des pistes impraticables

secteur du tourisme camerounais de côtoyer certaines destinations comme le Kenya, la Tanzanie, le Sénégal, le Nigéria ou encore le Maroc. La première difficulté que soulèvent les analystes, c'est la menace terroriste qui malgré sa diminution, continue de bloquer les régions de l'Extrême-nord et de l'Est. On peut mentionner le problème d'infrastructures routières qui empêche aux voyageurs de pouvoir accéder

à certaines destinations comme les sites écotouristiques du Dja. Le problème de l'insuffisance des fonds affecte également le développement du tourisme au Cameroun. À l'évidence, le gouvernement camerounais jusqu'ici a accordé une priorité à l'éducation de base, au développement rural, à l'accès à l'eau potable, aux logements sociaux... au cœur de l'atteinte des objectifs du millénaire pour le

développement (Omd). En plus du manque de financements, l'hôtellerie haut de gamme fait aussi partie des points pris en compte lorsqu'on parle de difficultés du secteur. Le Cameroun compte à ce jour (selon les statistiques de la banque mondiale) plus de 22 millions d'habitants et seulement 1 établissement 5 étoiles. Troisième économie de l'Afrique centrale en 2015 derrière l'Angola et la République démocratique du Congo, le Cameroun présente des atouts qui le classent au rang des économies en développement du continent. Au-delà de la diversité de ses sources productives comme l'agriculture et l'industrie, le pays bénéficie également d'un potentiel touristique qu'on estime aujourd'hui à plus de 800 sites, dont 2 inscrits au patrimoine mondial de l'Unesco. Les nouvelles technologies et internet sont une extraordinaire opportunité pour la promotion du secteur du voyage camerounais et pour découvrir les nouvelles destinations du pays.

Des efforts louables mais insuffisants ...

Selon la Banque mondiale, le tourisme a contribué à hauteur de 5,3% au Produit intérieur brut du Cameroun en 2016. En 2015, le Cameroun a obtenu en termes de recettes touristiques, 532 milliards Fcfa. Le chiffre a connu une légère montée en 2016 avec 560 milliards Fcfa. Grâce à l'industrie touristique, le Cameroun a gagné 5,3% sur son Produit intérieur brut en 2016. Ce Pib était de 3,1% en 2015. Ces chiffres sont le résultat du rapport 2015-2016 de l'Hospitality Report au Cameroun. Un rapport mené par le Jumia Travel, site de réservation d'hôtels en ligne. Le travail qui a été présenté à la presse mercredi 29 mars 2017 à Douala est le fruit des recherches de Jumia Travel, mais surtout des études de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et de l'Organisation mondiale pour le tourisme.

Pour atteindre ce cap, le Cameroun a mis en place de nombreuses mesures incitatives dont la création de l'Office national du tourisme (Ont) en 1960, aujourd'hui en hibernation pour «restrictions budgétaires». Cette structure publique avait pourtant pour mission essentielle de fournir l'information touristique aux potentiels visiteurs. Elle avait des démembrements à travers les communes et les régions du pays. Dans la présentation du bilan de fin d'année 2012 au palais des congrès de Yaoundé, le secrétaire général au ministère camerounais du Tourisme et des Loisirs (Mintoul), Angéline Flore Ngomo, a reconnu que l'absence de l'Ont constituait l'un des principaux handicaps au décollage effectif du tourisme camerounais, par ailleurs qualifié



Une colonie de girafes à Waza

«d'Afrique en miniature». En l'absence de l'Ont, le Conseil national du tourisme (Cnt) est effectif depuis mai 1999 par un décret présidentiel prévoyant son organisation et son fonctionnement. Ce Conseil est présidé par le Premier ministre camerounais. Le décret de mai 1999 stipule que le Cnt est chargé «d'une manière générale, de faire au Gouvernement toute proposition ou recommandation concourant au développement du tourisme, notamment en ce qui concerne la promotion des investissements, l'organisation, les aménagements et le partenariat touristique». Pour atteindre le cap de 2 millions de touristes par an, le Cameroun compte sur la mise en place des Offices communaux et

intercommunaux du tourisme. En 2012, des ateliers de renforcement des capacités ont été organisés dans les régions de l'Est, du Sud-Ouest, du Nord et de l'Extrême-Nord du pays en prélude à la mise sur pied de ces offices. Le Cameroun a 800 sites touristiques répartis sur l'ensemble du territoire. Le pays compte deux sites éco-touristiques inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco, soit la réserve de faune du Dja et le Trinational de la Sangha. Douze sites touristiques sont en attente de validation pour intégrer cette liste. Entre autres, la chefferie de Bafut à l'Ouest, les chutes de la Lobé, le Parc national de Waza et le Lamidat de Rey-Bouba. L'amélioration, du secteur touristique devra passer par le développement de l'industrie

hôtelière, par ricochet, du e-tourisme où tourisme en ligne. Il est encore très faible au Cameroun. 10% des activités du secteur, malgré un taux de pénétration d'internet de 18% et plus de 4 000.000 d'utilisateurs. En 2015, le Cameroun arrivait à la 17ème position des pays africains les plus connectés avec un taux de pénétration avoisinant les 15%. Les hôtels peinent encore à s'adapter au digital, pourtant Internet s'établit aujourd'hui comme leur meilleur outil de référencement. Jumia Travel qui s'investit dans le domaine a déjà référencé 750 hôtels au Cameroun. Le nouveau Country Manager, Tom Hurier devra fournir des efforts supplémentaires pour convaincre les hôtels réfractaires au référencement en ligne.

Une destination peu visitée par les nationaux

Dans un classement fait en 2015 par Bloom consulting, en partenariat avec la télévision américaine Cnn, le Cameroun est classé 25ème destination touristique en Afrique, et 155ème dans le monde. Pourtant, le pays regorge un vaste potentiel touristique que ses compatriotes gagneraient à connaître. Seulement, le constat est clair ils sont très peu ces camerounais qui visitent leur pays. Ceci est dû à la culture même du tourisme. En réalité, les camerounais ne s'y intéressent parce que pensent-ils, il n'y pas un véritable intérêt. Ils préfèrent se consacrer à des activités lucratives pour joindre les deux bouts. Et surtout préparer les retours dans les classes et les amphithéâtres. Interrogé pour savoir ce qui les démotive, beaucoup trouvent que c'est même une perte de temps. C'est le cas de dame Ngo. A "lors des vacances, je préfère envoyer mes enfants au village chez leurs grands-parents", souligne cette institutrice de 37ans en service dans une école maternelle de la



La belle plage de l'océan atlantique à Kribi

place. Lors des vacances justement, beaucoup de parents préfèrent inscrire leurs enfants dans les programmes scolaires pour leur mise à niveau. M. Atangana, cadre contractuel d'administration estime que l'enfant devrait maintenir son niveau pour mieux aborder l'année scolaire suivante. Pewouo. T, commerçants au marché central n'est pas intéressé par la découverte du pays. "Qu'est-ce que

j'irai faire dans des sites touristiques alors que j'ai des bénéfices à faire et des impôts à payer ?" Dans le même ordre d'idées, dame Kwemo affirme ne pas disposer de temps car son activité de vente de poisson fumé au marché Mboppi à Douala ne lui permet pas. En plus, ses enfants sont obligés de l'assister durant les vacances pour l'aider avec certaines charges familiales.

Comme elle d'ailleurs, Foncha C, chauffeur de taxi dans la ville de Yaoundé pense que le tourisme n'apporte rien, la vie devenu très difficile chacun doit se consacrer à des activités lucratives. C'est ce que font beaucoup de fonctionnaires et travailleurs durant leur congé. Ceux-ci passent plus de temps dans des activités champêtres. C'est le même cas chez les étudiants qui également se mettent à la recherche du gain à travers des stages de vacances et petits commerces. Comme pour dire que seul la recherche du profit des uns et des autres démotive les camerounais à la découverte des merveilles naturelles de leurs pays. Il a même été constaté que plusieurs Camerounais ne savent même ce qu'est le tourisme. En plus de cela, le coût du transport, des établissements hôteliers et les tracasseries routières viennent encore accentuer ce désintérêt. Aussi, l'insécurité qui prévaut dans certaines régions comme celles du septentrion où même des régions anglophones motivent encore moins les camerounais

Une mosaïque de paysages et cultures

La mondialisation ou plus encore la globalisation inclut le développement des effets qui influent aujourd'hui sur notre vie et sur notre milieu social. Cet aspect entraîne avec lui, le souci d'une nouvelle forme d'homogénéisation qui implique que le monde devienne un village planétaire. Les mutations y afférentes se diversifient et se distinguent les unes des autres par catégorisation et en fonction des industries que la mondialisation engendre au fil des temps, des espaces et des époques. L'industrie du tourisme n'échappe à cet engrenage de la mondialisation. Conséquence. Le tourisme, de nos jours, a atteint la courbe ascendante de compétitivité mondiale. Son expansion et son développement favorisent une importante diversification des ressources touristiques. La richesse du Cameroun, en matière touristique, lui fait valoir une capacité à moduler son tourisme local. Ce pays a su développer son tourisme sous diverses formes. Le tourisme culturel. Du fait de son caractère cosmopolite et mosaïque, avec près de 250 ethnies aux coutumes et traditions différentes, le Cameroun est sans doute une destination touristique sans pareil. L'attrait touristique dans ce cadre se situe sur la diversité dans l'architecture traditionnelle, le folklore, la religion, la cuisine, l'artisanat, Les modes de vie des populations, sans oublier le riche patrimoine historique des monuments et vestiges du triple héritage colonial allemand, français et anglais. Le tourisme balnéaire. Il concerne la côte, la mer, la plage, le soleil comme des attraits touristiques au Cameroun. L'ouverture sur l'océan Atlantique, sur près de 400km de côte au littoral du pays, est un facteur propice du tourisme, en dehors des plages naturelles et sablonneuses de Kribi et de Limbe, mais aussi et surtout les mangroves et les chutes se jetant directement dans la mer. A ces deux principaux types l'on ajoute : le tourisme safari-photo, le tourisme de montagne, le tourisme d'affaires, l'écotourisme et le tourisme sportif.

Paul Biya : la vérité des chiffres

Le processus pour l'élection présidentielle s'est totalement achevé avec la prestation de serment du chef de l'État, le 6 novembre. Le candidat du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc) débute «le septennat des grandes opportunités» avec une cote de confiance de 71,28%. Contre 77,98% en 2011, en chute de -6,7%. Il est certes vrai que le contexte sociopolitique n'était plus le même, que plusieurs nouvelles données (crise anglophone, qualité des adversaires, impact des réseaux sociaux, etc.) devraient permettre de relativiser cette performance. De même, convient-il, à l'heure du bilan, de ne pas perdre de vue qu'un pourcentage en faveur d'un candidat ne traduit pas automatiquement l'adhésion populaire en sa faveur. On pourrait ici s'appuyer sur le cas du Japon, où le bureau de vote comptait 5 inscrits le 7 octobre. Et seulement deux votants ont été enregistrés : l'ambassadeur et son épouse. Ce qui donne un pourcentage de 100% en faveur du président-candidat. C'est la victoire la plus nette de Paul Biya, lors de ce scrutin. Mais traduit-elle pour autant le poids démographique d'une élection ? Chacun peut aisément répondre par la négative. La grille d'analyse apparaît par



contre plus claire et plus pertinente en procédant par une analyse arithmétique, qui semble la plus fiable. Dans cette grille de lecture, les résultats des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest apparaissent biaisés. L'insécurité sécessionniste a refroidi plus d'une bonne volonté, réduisant fortement la mobilité des votants. C'est la seule exception notable aux données portant sur

l'apport des 58 départements du pays à la réélection de Paul Biya, à quoi s'ajoute le vote de la diaspora. Département par département, on note ainsi que les populations semblent avoir choisi la continuité, plutôt qu'un saut dans l'inconnu en dépit du déploiement de moyens des candidats de l'opposition. Ce vote de fidélité, vis-à-vis de Paul Biya, se démontre dans tout son éclat dans le

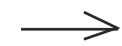
Logone et Chari, le Diamaré, le Mfoundi, la Bénoué, le Mayo Danay, le Wouri, le Mayo-Sava, le Mayo-Tsanaga, le Mayo-Kani, la Lékié, le Dja-et-Lobo, la Vina, le Ndé, les Bamiboutos, le Haut-Nyong, le Nyong et Mfoumou, etc., qui tiennent le haut de l'affiche.

Tout comme il n'est pas inutile de mentionner le fort taux d'abstention (46%) enregistré lors de ce scrutin. Ou encore l'apparition du «vote tribal», confirmé dans plusieurs régions et agglomération cosmopolites. Des réalités qui doivent parler à Paul Biya, et ce à plusieurs niveaux.

Le dossier qui suit ambitionne, par delà les chiffres, de percevoir non seulement l'impact des incursions de l'opposition sur les terres jadis considérées comme acquises et promises au Rdpc, mais davantage de noter le travail de fourmi abattu par des élites du parti au pouvoir pour assurer la victoire de leur champion. En filigrane, il permet – bien que de façon résiduelle – de mesurer l'apport des partis de la majorité présidentielle, ou des alliés de circonstance, à la victoire finale de Paul Biya au soir du 7 octobre 2018.

Dossier réalisé par Nadine Bella, Mamouda Labaran et Michel Tafou

Rang	Départements	Suffrages valablement exprimés en faveur du candidat Biya	Nombre de votants	Nombre d'inscrits
1	Logone et Chari	152.330	161.032	192.280
2	Diamaré	147.658	171.736	268.119
3	Mfoundi	146.512	287.510	582.113
4	Bénoué	140.547	179.443	357.410
5	Mayo Danay	132.614	152.751	200.697
6	Wouri	98.609	343.151	657.976
7	Mayo Sava	96.869	105.859	134.500
8	Mayo Tsanaga	96.115	124.458	198.290
9	Mayo Kani	91.856	105.475	142.056
10	Lékié	82.864	88.038	125.491
11	Dja et Lobo	75.061	75.957	83.676
12	Vina	68.751	94.617	193.701
13	Mayo Rey	66.906	78.355	129.610
14	Mayo Louti	64.976	87.815	149.432
15	Haut-Nyong	58.070	60.373	77.945
16	Lom et Djerem	54.648	68.657	129.313
17	Noun	50.285	109.315	168.255
18	Moungo	47.505	105.217	175.952
19	Mvila	47.389	51.256	76.065
20	Bamiboutos	45.414	74.341	103.222



21	Kadey	44.024	46.916	71.773
22	Mbam et Inoubou	42.118	52.760	83.361
23	Mefou et Afamba	41.518	49.111	78.313
24	Mayo Banyo	40.606	47.450	71.002
25	Océan	37.503	45.124	70.701
26	Mbéré	36.707	44.753	72.136
27	Nyong et Mfoumou	35.035	36.014	45.329
28	Haute Sanaga	33.106	36.018	50.669
29	Menoua	32.972	76.275	130.052
30	Nyong et So'o	31.88	35.358	35.358
31	Mbam et Kim	31.330	35.240	55.316
32	Ndé	30.617	42.706	58.339
33	Boumba et Ngoko	25.530	27.919	43.345
34	Djerem	24.458	30.727	56.216
35	Sanaga Maritime	23.947	49.298	79.763
36	Mifi	22.317	75.387	22.317
37	Mefou et Akono	21.932	23.585	30.548
38	Vallée du Ntem	21.393	24.032	35.752
39	Faro et Deo	19.896	24.982	40.818
40	Faro	19.245	22.841	35.159
41	Fako	15.920	22.800	143.743
42	Haut-Nkam	14.868	37.880	62.936
43	Hauts-Plateaux	13.712	25.954	39.756
44	Koupe Manengoumba	13.279	15.916	36.096
45	Nyong et Kellé	11.928	34.353	52.793
46	Nkam	11.356	14.850	21.840
47	Koung-Khi	11.275	23.221	34.600
48	Donga Mantung	9.475	10.879	107.615
49	Manyu	7.975	10.096	52.597
50	Mezam	7.289	9.744	194.919
51	Bui	5.022	6.208	107.461
52	Momo	3.778	4.287	52.146
53	Lebialem	3.565	4.191	22.082
54	Meme	2.576	3.190	89.284
55	Ndian	2.504	3.454	30.425
56	Ngo Ketunjia	924	1.336	54.887
57	Menchum	485	765	52.095
58	Boyo	256	363	57.945

actualité

Vote de la diaspora

Afrique

Rang	Pays	Suffrages valablement exprimés en faveur du candidat Biya	Nombre de votants	Nombre d'inscrits
1	Gabon	719	2511	5364
2	Nigeria	604	819	1761
3	Guinée Équatoriale	493	1.159	2.062
4	RCA	385	557539	
5	Congo	317	421	897
6	Côte d'Ivoire	180	334	526
7	Sénégal	147	308	630
8	Tchad	130	207	676
9	Algérie	129	135	144
10	Maroc	112	245	426
11	Afrique du Sud	99	168	235
12	Égypte	80	135	190
13	Tunisie	55	79	173
14	RDC	51	187	472
15	Libéria	13	44	57
16	Éthiopie	11	30	62

Europe

Rang	Pays	Suffrages valablement exprimés en faveur du candidat Biya	Nombre de votants	Nombre d'inscrits
1	France	216	486	901
2	Confédération helvétique	118	165	418
3	Espagne	114	188	510
4	Royaume Unis et GB	93	145	274
5	Italie	79	148	366
6	Fédération de Russie	74	107	208
7	Belgique	60	140	235
8	Vatican	20	31	44
9	Pays-Bas	16	35	196
10	Allemagne	14	119	877

Amériques

Rang	Pays	Suffrages valablement exprimés en faveur du candidat Biya	Nombre de votants	Nombre d'inscrits
1	États-Unis d'Amérique	59	66	80
2	Brésil	32	39	41
3	Canada	18	29	57

Asie

Rang	Pays	Suffrages valablement exprimés en faveur du candidat Biya	Nombre de votants	Nombre d'inscrits
1	Arabie Saoudite	176	254	716
2	Israël	20	25	32
3	Chine	17	24	146
4	Japon	2	2	5

Récapitulatif général

Rang	Régions	Suffrages valablement exprimés en faveur du candidat Biya	Nombre de votants	Nombre d'inscrits
1	Extrême-Nord	717.442	821.311	1.135.942
2	Centre	478.231	677.987	1.155.161
3	Nord	291.674	368.454	671.611
4	Ouest	221.460	465.079	726.351
5	Adamaoua	190.391	242.529	433.873
6	Est	182.272	203.865	322.376
7	Littoral	181.417	512.516	935.531
8	Sud	181.346	196.369	266.194
9	Sud-Ouest	45.819	59.647	374.227
10	Nord-Ouest	27.229	33.582	627.068
11	Diaspora	4.653	9.342	19.420
Total		2.521.934	3.590.680	6.667.754



Établissement Privé Laïc d'Enseignement Supérieur
**INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES
ARTS ET MÉTIERS**

RENTREE ACADEMIQUE
12 Novembre
2018



- Les admissions en Cycle BTS dans les domaines : génie électrique, génie informatique, études médicaux-sanitaire, science et techniques biomédicales se poursuivent.
- Les admissions en Cycle Licences se feront uniquement sur étude de dossier.
- Les inscriptions et le dépôt des dossiers se poursuivent dans les locaux de l'ISSAM sis à Minkan

• **NOS FILIERES** •

CYCLE LICENCE

- GENIE ELECTRIQUE ET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- GENIE INFORMATIQUE
- RESEAUX ET TELECOMMUNICATIONS
- COMMERCE - VENTE
- GESTION
- INFORMATION ET COMMUNICATION
- ETUDES MEDICO-SANITAIRES
- SCIENCES ET TECHNIQUES BIOMEDICALES

CYCLE BTS

- GENIE ELECTRIQUE
- GENIE INFORMATIQUE
- RESEAUX ET TELECOMMUNICATIONS
- COMMERCE - VENTE
- GESTION
- INFORMATION ET COMMUNICATION
- ETUDES MEDICO-SANITAIRES
- SCIENCES ET TECHNIQUES BIOMEDICALES

CYCLE CAPACITE

- CAPACITE EN DROIT

B.P : 25070 - Yaoundé - Messa

Autorisation de création et d'ouverture n° 17-09553 /L/MINESUP/SG /DDES/ ESUP /SDA/DAGS du 22 septembre 2017

Tél : +237 242 718 759 - 696 589 790 - 675 169 749 - 6 56 97 33 91 - 6 78 14 54 30 - 6 63 69 44 13

E-mail : contact@issam.cm - Site web : www.issam.cm